

conjoncture

03

TE AVEI'A

Deuxième trimestre 2015

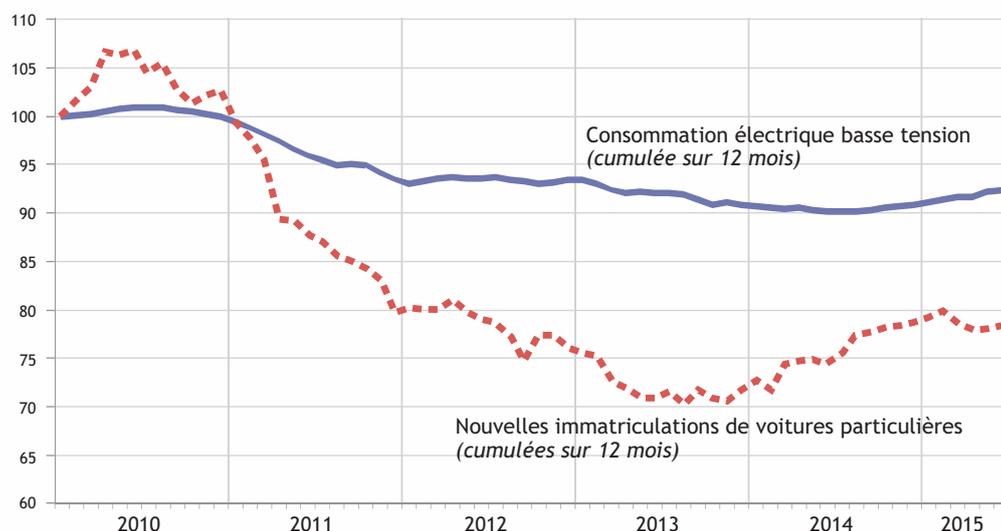
DES SIGNES ENCOURAGEANTS POUR L'ÉCONOMIE POLYNÉSIENNE

L'activité économique se redresse légèrement au cours du premier semestre 2015, dans un contexte de prix favorable, où elle bénéficie encore des effets de la commande publique. Les secteurs du Bâtiment et Travaux Public (BTP) et de l'industrie sont les premiers à donner des signes d'amélioration. Parallèlement, les activités liées au tourisme se maintiennent difficilement. Les exportations de produits perliers sont à nouveau en retrait, mais compensées par les bons résultats des autres produits locaux exportés. La consommation des ménages n'est pas encore au rendez-vous.

Le chiffre : 213

C'est le nombre moyen de voitures particulières vendues chaque mois au cours du premier semestre 2015. Hormis un léger sursaut en 2014 (253), ce chiffre n'a cessé de diminuer depuis 2010 (331).

INDICE SUR LA CONSOMMATION ÉLECTRIQUE ET LES ACHATS DE VOITURES



Base 100 : janvier 2000

Sources : Électricité de Tahiti, Service des Transports Terrestres, ISPF

POINT DE CONJONCTURE - PREMIER SEMESTRE 2015

Au cours du premier semestre 2015, la croissance économique mondiale reste modérée. Les devises de nos principaux partenaires commerciaux¹ demeurent fortes face à l'euro, et le prix du pétrole est largement inférieur à son niveau de 2014. Ces évolutions favorables au pouvoir d'achat des ménages se diffusent dans les économies de la zone euro ainsi qu'aux États-Unis, via une amélioration de la consommation des ménages. La zone euro bénéficie en outre d'un surcroît d'exportations grâce à la faiblesse de sa monnaie. Après un rebond au premier trimestre 2015, la croissance japonaise est à nouveau mal orientée du fait de l'affaiblissement des commandes étrangères de produits nippons : les deux premiers partenaires économiques du Japon, les États-Unis et la Chine, ont significativement baissé leurs importations en 2015. Au terme du premier semestre 2015, la chute de la bourse en Chine et la poursuite de la crise grecque en Europe conduisent à une incertitude accrue et à une plus forte volatilité des marchés financiers. La Nouvelle-Zélande et l'Australie, pays exportateurs de matières premières, souffrent de la chute des cours ainsi que du ralentissement de la demande chinoise.

Le scénario observé en Polynésie française au cours du premier semestre est semblable à celui de la zone euro, avec des exportations en hausse et une évolution des prix favorables à la consommation.

LES RESSOURCES PROPRES DU PAYS PROGRESSED PEU

Les recettes des produits locaux à l'export sont en hausse mais pénalisées par la perle noire

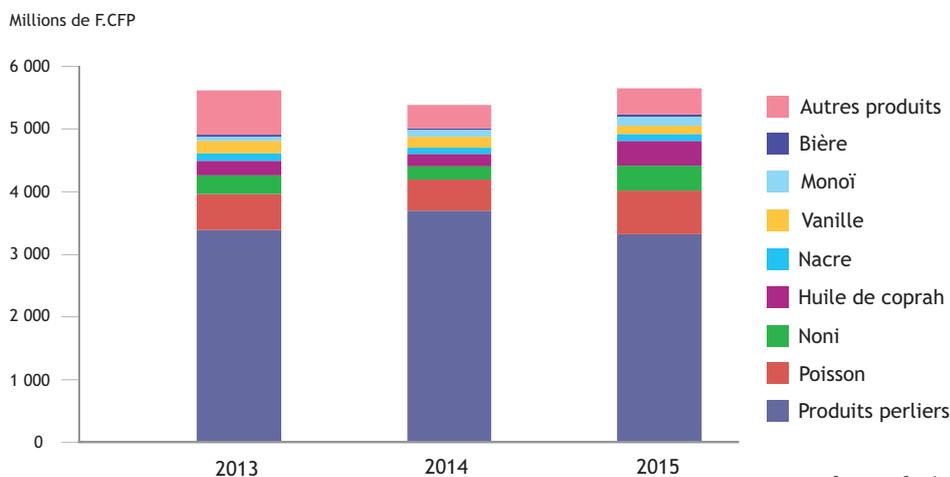
La valeur des exportations locales progresse de 5 % au premier semestre 2015, en glissement annuel.

Trois produits soutiennent cette hausse : l'huile de coprah, le noni et le poisson.

La hausse des exportations d'huile de coprah fait suite à une accélération de la production depuis 2014 qui se poursuit en 2015. Dans ce secteur refuge en temps de crise, le nombre de producteurs progresse ces deux dernières années, essentiellement grâce à une meilleure desserte des navires en charge du transfert de la production.

Quant au noni, l'augmentation des volumes commandés entraîne les recettes à la hausse, le prix au kilo étant contractuellement fixé à 275 F.CFP le kilo ; l'unique société exportatrice, qui transfère les deux tiers de sa production à sa maison mère aux États-Unis, profite actuellement d'un dollar fort pour importer plus de noni à un coût réduit.

RECETTES DES PRINCIPAUX PRODUITS LOCAUX EXPORTÉS



Sources : Service des Douanes, ISPF

¹ : France, Zone Euro, États-Unis, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande et Chine

Les exportations de poissons sont en nette hausse (+ 38 % en valeur et + 26 % en volume), quasi exclusivement du fait des États-Unis et de leurs achats en poissons entiers frais. La forte hausse des importations d'appâts pour la pêche industrielle constatée depuis le début de l'année devrait se traduire par une augmentation de l'effort de pêche pour la suite de l'année 2015. En revanche, les exportations de produits perliers sont en retrait depuis le début de l'année. Sur le semestre entier, les recettes des perles de culture brutes diminuent de 12 % en glissement annuel. Les volumes exportés diminuent un peu moins vite (- 8 %), traduisant un prix unitaire moyen en baisse à 565 F.CFP le gramme (- 5 %) et à 1 020 F.CFP par perle (- 2,2 %). Enfin les exportations de vanille sont en baisse sur un an (valeur et volume), mais le prix unitaire progresse fortement (+ 4 900 F.CFP à 24 250 F.CFP le kilo).

L'activité touristique stagne

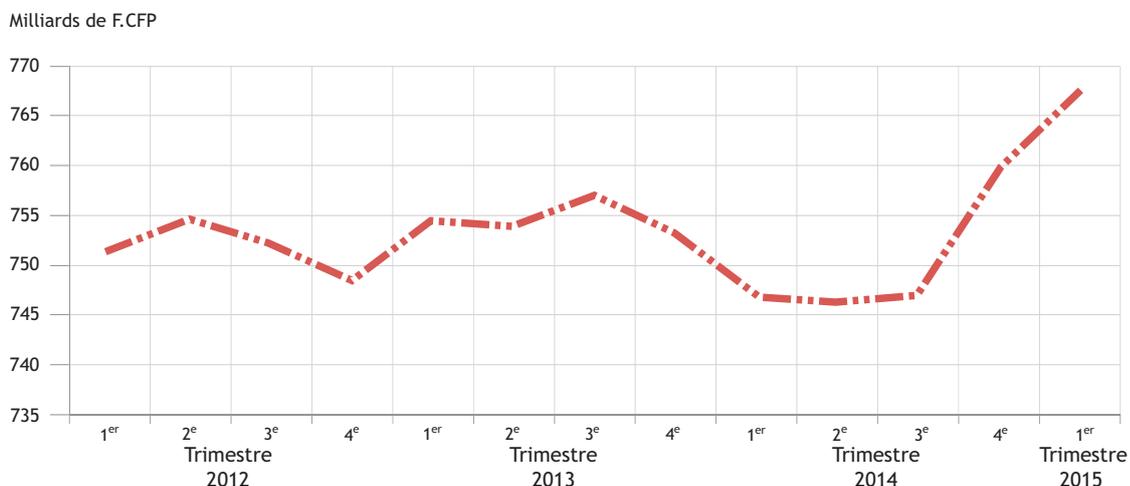
La reprise de la fréquentation touristique amorcée en 2013 se tasse au premier semestre d'année 2015 : ils sont 700 de moins qu'au premier semestre 2014 (- 0,8 %), suite à une diminution du nombre de passagers en croisières intra-polynésiennes. C'est la baisse du nombre de rotations de paquebots résidents (- 1) qui impacte l'ensemble à la baisse. L'évolution par marché émetteur reflète globalement la santé actuelle des économies correspondantes. Les marchés américains et français sont en hausse respectivement de 3 % et 1 % sur un an (+ 855 et + 105), tandis que le marché japonais est en retrait de 20 % (- 1 260). Les canadiens et les australiens sont chacun 800 de moins qu'il y a un an. En hausse de 54 % à 2 750 touristes au premier semestre 2015, le marché chinois s'établit à environ 400 touristes par mois. Il est désormais le septième marché touristique en Polynésie française (3,2 % de part de marché au premier semestre 2015, + 1,2 point sur un an) devant les marchés britannique, italien, et néo-calédonien. Le nombre total de nuitées touristiques s'établit à 1,2 million au premier semestre 2015, dont 930 000 payantes (- 3 %).

UN PREMIER SIGNE DE REDRESSEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DU CÔTÉ DES ENTREPRISES

Les résultats des entreprises s'améliorent

Au premier trimestre 2015, le chiffre d'affaires des entreprises progresse de 4 % par rapport au premier trimestre 2014, soit 6,8 milliards de F.CFP supplémentaires, et ce dans un contexte de légère baisse des prix (- 0,2 % en moyenne entre les premiers trimestres 2014 et 2015). Cette amélioration est toutefois contrastée suivant les secteurs.

CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES SOUMISES À LA TVA HORS ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES



Sources : Service des Contributions, ISPF

Dans le tertiaire (+ 3 %, + 4 milliards de F.CFP) qui génère 60 % de la hausse du chiffre d'affaires total, ce sont essentiellement les activités de transport aérien et celles d'entreposage qui se partagent l'essentiel de la hausse. Le chiffre d'affaires des activités d'hébergement progresse de 9,3 %, et leurs effectifs de 7 %. Toutes les activités scientifiques et techniques affichent des résultats en hausse (excepté les agences de voyage), accompagnés dans certaines activités d'une hausse des effectifs (cabinets d'architecte, juridiques, comptables, de gestion, de publicité ou études de marché). Dans l'information et la communication, le chiffre d'affaires progresse de 5,6 % du fait essentiellement des télécommunications. Dans le commerce, les résultats sont en légère hausse de 0,7 % grâce à ceux du commerce de gros (+ 1,1 %), et de détail (+ 0,5 %), mais pénalisés par la baisse dans le commerce automobile (- 1,1 %). Les effectifs salariés de ces trois groupes d'activité ont respectivement évolué de - 1 %, + 2,3 % et + 3 %.

Dans le secteur de l'industrie, le chiffre d'affaires augmente de 9,5 %, soit 30 % de la hausse globale. Elle résulte essentiellement de hausses dans les industries de fabrication de denrées alimentaires, des industries de réparation et installation de machines et d'équipements, et dans une moindre mesure des industries de gestion des déchets et dépollution. En revanche, les résultats sont en baisse dans les industries de fabrication d'équipement électriques, électroniques et informatiques, et celles de fabrication de matériel de transport. Globalement la hausse du chiffre d'affaires dans l'industrie ne s'accompagne pas de création d'emploi (- 50 personnes entre fin mars 2014 et 2015). Seules quelques activités ont augmenté leurs effectifs, les plus importantes étant la collecte et gestion des déchets (+ 17), et l'imprimerie-reproduction d'enregistrements (+ 15).

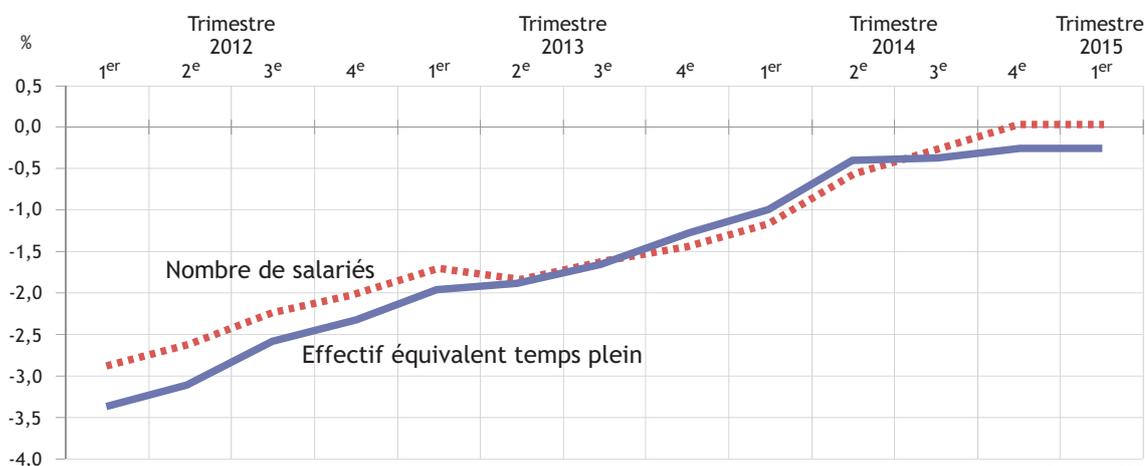
Dans le BTP, le chiffre d'affaires augmente de 8 % (11 % de la hausse globale), quasi-exclusivement grâce au génie civil (+ 34 %), et dans une moindre mesure des travaux spécialisés (+ 5,5 %), tandis que le chiffre d'affaires continue de diminuer dans le bâtiment et la promotion immobilière. Si les effectifs salariés évoluent très peu dans ces activités, leur baisse est très marquée dans les activités du bâtiment (- 11 %, - 153 salariés).

Enfin, malgré des exportations de produits de la pêche en hausse, le chiffre d'affaires du secteur primaire diminue de 2,4 %.

L'emploi se stabilise, mais les offres demeurent encore peu nombreuses

Cette amélioration du chiffre d'affaires des entreprises a permis à l'emploi de se stabiliser, enrayant sa chute entamée en 2008. L'emploi ne repart généralement à la hausse qu'après plusieurs trimestres de relance de l'activité, et donc de consolidation du chiffre d'affaires et de l'investissement. À fin mars 2015, la CPS dénombre 60 100 salariés déclarés, soit 200 de moins qu'il y a un an (- 0,3 %). Toutefois, hors administration publique, dont les effectifs n'ont cessé de diminuer depuis octobre 2009, le nombre de salariés progresse légèrement. Les effectifs de l'administration publique s'établissent à 12 800 salariés fin mars 2015, un niveau équivalent au début de l'année 2000.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ
EN MOYENNE SUR 12 MOIS GLISSANTS



Sources : CPS, ISPF

Les offres d'emploi sont toujours en baisse sur un an ; le léger redémarrage de l'activité demeure insuffisant pour relancer l'emploi. Les offres d'emploi normal diminuent de 35 % à 940 postes offerts, contre 1 600 en moyenne durant les premiers semestres des quinze dernières années. De même, les offres d'emploi aidé du secteur marchand diminuent de 50 % sur un an (1 080) ; seulement 490 Contrats d'Accès à l'Emploi (CAE) ont été initiés au cours du premier semestre 2015, contre 1 447 un an auparavant. Quant aux demandeurs d'emploi, ils sont moins nombreux qu'il y a un an, passé l'effet du CAE, mais demeurent toutefois 12 360 fin juin (- 8 %). Le nombre de demandes pour une offre d'emploi normal s'établit à 20 ; ce chiffre a doublé en deux ans. Pour une offre de toutes natures, le nombre de demandes est de sept.

L'investissement des entreprises repart timidement

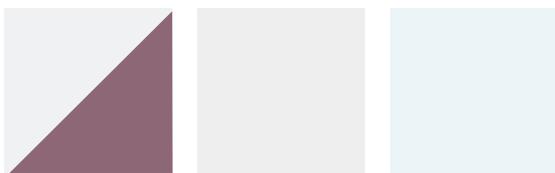
Les importations à destination des entreprises, illustrant en partie leur niveau d'investissement, sont en hausse au premier semestre 2015, en glissement annuel ; la hausse des importations de biens intermédiaires résulte essentiellement des importations de ciments Portland, utilisés dans le bâtiment et les travaux publics. Quant aux biens d'équipement, leur hausse est due d'une part à des achats de bateaux à voile, et bateaux de plaisance (par des entreprises de transport ou de location), d'autre part à des investissements en machines-outils, spécifiques ou non, traduisant des anticipations positives des entreprises du BTP et de l'industrie.

La consommation des ménages n'est pas encore au rendez-vous

Habituellement portée par l'emploi, les salaires et le niveau de des prix, la consommation des ménages demeure atone en l'absence de convergence favorable de ces éléments.

La stabilité des volumes de produits alimentaires importés² et la baisse du nombre de véhicules commandés témoignent de cette consommation des ménages morose. La baisse du chiffre d'affaires des commerces de détail automobile (- 2 % entre les premiers trimestres 2014 et 2015), et de vente de carburant confirment cette morosité, tout comme la baisse du nombre d'immatriculations de nouveaux véhicules quatre roues (- 11 %). Pourtant, le volume d'essence sans plomb importé augmente de 6 % pour une valeur en baisse de 17 % grâce à un cours mondial du pétrole qui demeure inférieur à celui de 2014. Les importations de biens de consommation augmentent principalement grâce à la hausse des achats de produits pharmaceutiques (valeur et volume). Les articles d'habillement importés progressent aussi en valeur mais les volumes sont quasiment stables : les prix des produits en provenance de Chine, premier pays fournisseur, ont augmenté. Les importateurs se tournent donc de plus en plus vers de nouveaux fournisseurs aux prix moins élevés tels que l'Inde, le Viêt-Nam, le Bangladesh ou le Cambodge.■

² : EA Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles + EB Produits des industries agricoles et alimentaires : Hors appâts pour la pêche industrielle.



ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Avril

le 08 • ZONE EURO - Politique monétaire : la Banque Centrale Européenne lance une opération de « quantitative easing » (rachat massif de titres des dettes des États de la zone euro) qui devrait relancer la croissance dans la zone. Les objectifs sont de limiter l'explosion des dettes publiques, doper l'investissement et la consommation, et faciliter les exportations.

Mai

le 01 • CHINE - Finances : la Chine met en place un système de garantie des dépôts bancaires opérationnel à compter du 1^{er} mai : les sommes déposées sur des comptes bancaires seront intégralement assurées à hauteur de CNY 500 000 (EUR 75 000), soit une couverture de 99 % des déposants chinois.

le 03 • AUSTRALIE - Politique monétaire : la banque centrale australienne a abaissé le taux de trésorerie de 25 points de base, à un nouveau record bas de 2 %, visant à soutenir la croissance et abaisser le dollar australien.

le 10 • CHINE - Politique monétaire : la Banque Populaire de Chine baisse de 25 points de base ses principaux taux directeurs, à 5,1 % pour le taux d'emprunt à un an, et à 2,25 % pour le taux de dépôt. C'est la troisième baisse depuis novembre dernier, baisses motivées par une faible croissance et la baisse des prix de l'immobilier.

le 31 • JAPON - Prix : dans un contexte de reprise timide et pour la première fois depuis mai 2013, les prix ont augmenté de 2 % sur un an, hors produits périssables, selon les chiffres annoncés par le ministère des Affaires intérieures.

Juin

le 11 • NOUVELLE-ZÉLANDE - Politique monétaire : la banque centrale de Nouvelle-Zélande a réduit le taux officiel de trésorerie (OCR) de 25 points de base à 3,25 %. L'objectif est de soutenir les revenus et la demande affaiblis par la baisse des prix du lait et de la récente hausse du coût de l'essence.

le 26 • CHINE - Finances : jugées surévaluées, les actions cotées à Shanghai ont chuté de 7 % en une séance. Il y a une semaine, les marchés actions chinois avaient déjà subi un tel vendredi noir. Depuis le pic de début juin, le SSE Composite, qui comprend notamment Air China ou Ping An, a perdu quelque 15 % de sa valeur. Depuis janvier, il reste toutefois en hausse de 30 %.

le 28 • CHINE - Politique monétaire : la Banque Populaire de Chine réduit ses taux directeurs à un niveau record de 4,85 % pour le taux des prêts à un an, et 2 % pour le taux des dépôts à un an. Simultanément, la banque centrale va abaisser de 50 points de base les ratios des réserves obligatoires pour certains établissements financiers.

INDICATEURS

INDUSTRIE

Cours moyen du pétrole



Indice mensuel des matières premières - alimentaires



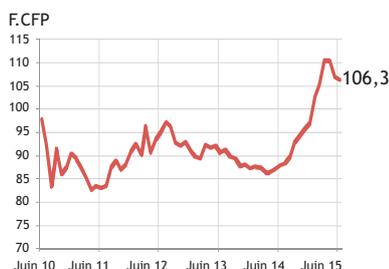
Indice mensuel des matières premières - Métaux et minéraux



Source : Banque mondiale

CHANGE

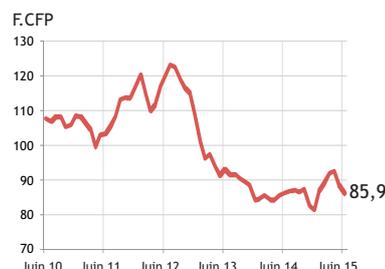
Dollar américain



Dollars australien et néo-zélandais



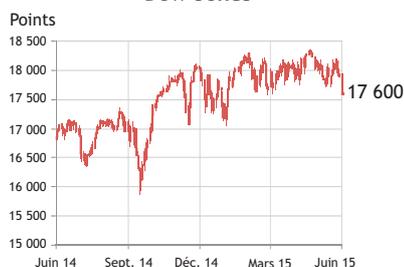
100 Yens



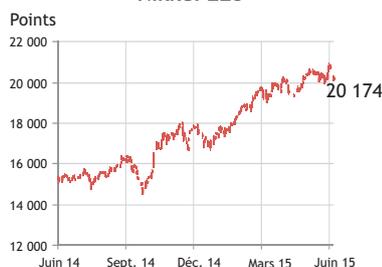
Source : Banque de Polynésie

INDICES BOURSIERS

Dow Jones



Nikkei 225



Eurostoxx



Source : bourse.lesechos.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES - DONNÉES BRUTES -
2^{ÈME} TRIMESTRE 2015

	PIB (provisoire)		Indice des prix à la consommation	Taux de chômage	Taux directeur	Dernier changement
	Var. sur 3 mois	Var. sur 1 an				
États-Unis	3,9 %	2,7 %	0,1 %	5,3 %	0,3 %	17/12/2008
Zone Euro	0,4 %	1,5 %	0,2 %	11,1 %	0,1 %	04/09/2014
France ¹	0,0 %	1,1 %	0,3 %	10,2 %	0,1 %	04/09/2014
Japon	- 0,3 %	0,8 %	0,4 %	3,4 %	0,0 %	06/10/2010
Australie	0,2 %	2,0 %	1,5 %	6,1 %	2,0 %	03/05/2015
Nouvelle-Zélande	0,4 %	2,4 %	0,3 %	5,9 %	3,5 %	03/07/2014
Chine	1,7 %	7,0 %	1,4 %	4,0 % ²	4,9 %	28/06/2015

1 : Les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix.

2 : Taux de chômage urbain (seul taux officiel).

Sources : Instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE, Eurostats.

ACTUALITÉ LOCALE

Avril

- le 06 • TRANSPORTS - Social** : le mouvement de grève démarré le 1^{er} avril à l'Office des postes et télécommunications (OPT) a pris fin avec la signature d'un protocole d'accord qui prévoit une augmentation des salaires de 1 % en 2014 puis 1 % en 2015, ainsi que l'arrêt du versement de dividendes au Pays afin que l'OPT puisse mener des projets de grande ampleur. Ces décisions demeurent toutefois soumises à l'avis des neuf membres du conseil d'administration.
- le 16 • BUDGET - Santé** : le président de la Polynésie française a signé à Matignon la convention consacrant la participation de l'État au financement du régime de solidarité territoriale de la Polynésie française (RST).
- le 20 • TRANSPORTS MARITIMES - Aménagement** : Papeete inaugure sa nouvelle marina : quatre-vingt nouveaux postes d'amarrage sont mis en service et la promenade rénovée offre un chemin piétonnier long de 600 mètres. L'ouvrage comportera ensuite un parc à poissons, unique au monde, avec des espèces qui restent à sélectionner en accord avec le Criobe de Moorea. Le montant global de l'investissement est de 600 millions de F.CFP.

Mai

- le 01 • TRANSPORTS AÉRIENS - Tarifs** : Air Tahiti Nui réduit à nouveau sa surcharge carburant, et baisse ainsi le prix de ses billets d'avion au départ de la Polynésie française, en réponse à la baisse des prix du pétrole. Les deux baisses (en novembre 2014 et mai 2015) représentent environ 6 500 F.CFP de réduction sur un aller/retour Papeete-Paris.
- le 04 • TOURISME - Investissements** : le Conseil des ministres a accordé près d'un milliard de F.CFP de crédits d'impôt pour six projets représentant un investissement total de 3,5 milliards de F.CFP. En particulier, l'hôtel Saint Régis de Bora-Bora va investir 2 milliards de F.CFP dans des travaux d'extension de l'hôtel comprenant principalement la construction de 25 bungalows de grand luxe sur pilotis.
- le 14 • AGRICULTURE - Social** : la grève des salariés de l'Huilerie de Tahiti, entamée le 2 avril dernier, vient d'être levée. Les 14 points de revendications de la CSTP-FO ont pu être discutés et des solutions ont été trouvées notamment concernant la reconnaissance de l'ancienneté de certains salariés ou le paiement des heures de nuit. Le 13^{ème} mois a été remplacé par une gratification avec une part fixe et une part variable. Certaines caméras de surveillance seront par ailleurs supprimées.
- le 25 • TÉLÉCOMMUNICATIONS - Économie numérique** : le Pays a accordé une subvention d'investissement de 262,5 millions de F.CFP à l'Office des postes et des télécommunications (OPT) afin de soutenir le développement de la fibre optique. Cette subvention, délivrée au travers du Fonds exceptionnel d'investissement (FEI), porte sur la densification du réseau à Tahiti et le déploiement vers Moorea et l'archipel des Îles Sous-Le-Vent.

Juin

- le 02 • TOURISME - Transports aériens** : le président de la Polynésie française et le président de Hainan Airlines (HNA) ont signé, à Pékin, un important accord de coopération stratégique. Celui-ci va permettre au groupe HNA de déployer des moyens conséquents dans le cadre du développement touristique de la Polynésie française, notamment en mettant en œuvre une desserte aérienne directe entre la Chine et la Polynésie française.
- le 08 • ÉNERGIE - Social** : un protocole d'accord a été signé ce lundi en début de soirée, mettant un terme à 34 jours de grève dans l'entreprise Gaz de Tahiti. Les 17 employés des services techniques et de livraison de Gaz de Tahiti étaient en grève depuis le 6 mai dernier. Le syndicat obtient une revalorisation de 1,25 % de la grille salariale du personnel de l'entreprise.
- le 09 • EMPLOI - Mesures d'aide** : le premier collectif budgétaire articulé notamment autour de la « relance de l'activité économique et de l'emploi » avec une enveloppe de 438 millions de F.CFP attribuée à diverses mesures de relance pour l'emploi. Le gouvernement a choisi de ne plus se « focaliser » sur le CAE seul, pour apporter 100 millions de F.CFP au dispositif des corps de volontaire au développement, 9 millions de F.CFP à la formation au certificat de pilote lagonaire, 12 millions de F.CFP pour l'ADIE, 8 millions de F.CFP de soutien à la Cagest, 9,5 millions de F.CFP pour des indemnités de stages d'étudiants, 80 millions de F.CFP pour le dispositif des aides à la relance de l'agriculture et 220 millions de F.CFP pour la Sofiddep.
- le 27 • CONSTRUCTION** : les travaux de rénovation du dispositif de surveillance géomécanique Telsite de l'atoll de Moruroa débutent en juin et devrait s'achever en 2018. Ce chantier mobilisera en permanence 100 à 120 travailleurs qui résideront sur l'atoll, pour un montant total estimé à près de 100 millions d'euros.

TABLEAU DE BORD GÉNÉRAL

Les données sont calculées en moyenne mobile/glissante sur douze mois. La moyenne glissante, ou moyenne mobile permet de « lisser » une série de valeurs exprimées en fonction du temps (série chronologique) : cela permet d'éliminer les fluctuations les moins significatives et lisse le phénomène étudié en noyant les valeurs extrêmes dans une masse de données davantage représentative d'une tendance moyenne. Cette moyenne est dite mobile parce qu'elle est recalculée de façon perpétuelle, dès lors qu'une nouvelle donnée intègre la série en venant remplacer la plus ancienne, modifiant ainsi la date de référence.

ENTREPRISES

DÉMOGRAPHIE

Unité : nombre

<i>Cumul/moyenne des 12 derniers mois à fin</i>	juin 2014	sept 2014	déc 2014	mars 2015	juin 2015	T / T-1	T / T-4
Créations	74 462	66 536	59 236	47 356	37 682	- 20,4 %	- 49,4 %
Radiations	65 748	56 851	48 700	36 575	27 909	- 23,7 %	- 57,6 %
Stock	59 676	59 986	60 354	60 809	61 306	0,8 %	2,7 %
Nombre assujetties à la TVA	27 050	26 862	26 745	26 536	26 049	- 1,8 %	- 3,7 %

Sources : Service des Contributions, ISPF

PRODUCTION

Unités : millions de F.CFP, milliers de Kwh, nombre

<i>Cumul/moyenne des 12 derniers mois à fin</i>	juin 2014	sept 2014	déc 2014	mars 2015	juin 2015	T / T-1	T / T-4
Importations de Biens d'équipement	29 628	31 858	27 934	28 013	28 763	2,7 %	- 2,9 %
Importations de Biens intermédiaires	32 932	32 851	32 054	31 860	32 815	3,0 %	- 0,4 %
Consommation Moyenne tension	219 422	219 819	222 343	222 442	340 975	53,3 %	55,4 %
Chambres offertes (Hôtels Internationaux)	944 190	936 391	927 320	914 301	909 896	- 0,5 %	- 3,6 %

Sources : Service des Douanes, EDT, ISPF

RÉSULTATS

Unités : millions de F.CFP, nombre

<i>Cumul/moyenne des 12 derniers mois à fin</i>	juin 2014	sept 2014	déc 2014	mars 2015	juin 2015	T / T-1	T / T-4
Chiffre d'affaires des entreprises	777 433	777 919	791 211	797 800	802 370	0,6 %	3,2 %
Exportations locales	11 674	12 969	12 824	12 260	13 096	6,8 %	12,2 %
Perles brutes	7 947	8 746	8 622	7 673	8 181	6,6 %	2,9 %
Poissons	1 023	1 173	1 241	1 342	1 433	6,7 %	40,0 %
Nuitées touristiques	2 485 823	2 549 553	2 632 780	2 598 997	2 343 980	- 9,8 %	- 5,7 %
Nombre de touristes	172 962	174 602	180 602	180 124	163 672	- 9,1 %	- 5,4 %
Passagers débarqués à Faa'a	265 242	266 194	272 270	272 456	273 202	0,3 %	3,0 %

Sources : Service des Douanes, Service des Contributions, ADT, ISPF

EMPLOI

Unité : nombre

<i>Cumul/moyenne des 12 derniers mois à fin</i>	juin 2014	sept 2014	déc 2014	mars 2015	juin 2015	T / T-1	T / T-4
Nombre de salariés déclarés	60 455	60 483	60 521	60 544	60 468	- 0,1 %	0,0 %
Nombre de salariés en Équivalent Temps Plein	52 032	52 076	51 970	51 944	51 902	- 0,1 %	- 0,3 %
Demandes d'Emploi non satisfaites en Fin de Mois (DEFM)	13 084	13 282	13 331	12 551	12 140	- 3,3 %	- 7,2 %
Offres d'emploi normal	2 504	2 595	2 481	2 396	1 893	- 21,0 %	- 24,4 %

Sources : CPS, SEFI, ISPF

MÉNAGES

REVENU

Unités : F.CFP, millions de F.CFP

<i>Moyenne des 12 derniers mois à fin</i>	juin 2014	sept 2014	déc 2014	mars 2015	juin 2015	T / T-1	T / T-4
Salaires Moyens	273 616	273 823	274 531	275 560	276 389	0,3 %	1,0 %
Masse salariale	49 631	49 692	49 854	50 058	50 146	0,2 %	1,0 %

Sources : CPS, ISPF

CONSOMMATION

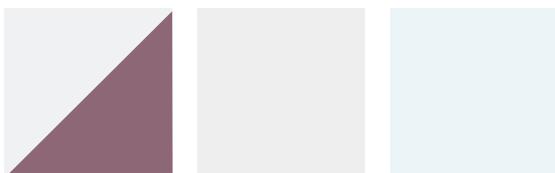
Unités : millions de F.CFP, indice des prix base 100 : 2008, milliers de Kwh, nombre

<i>Cumul/moyenne des 12 derniers mois à fin</i>	juin 2014	sept 2014	déc 2014	mars 2015	juin 2015	T / T-1	T / T-4
Importations de Produits alimentaires	39 637	39 690	40 436	40 622	41 807	2,9 %	5,5 %
Importations de Biens de consommation	22 924	23 103	23 830	24 161	24 977	3,4 %	9,0 %
Chiffre d'affaires Commerces détails	192 116	193 385	192 881	193 009	193 633	0,3 %	0,8 %
Indice des prix	108,21	108,29	108,28	108,24	108,13	- 0,1 %	- 0,1 %
Importations de Produits énergétiques	25 986	25 618	24 781	23 008	22 734	- 1,2 %	- 12,5 %
Consommation électricité basse tension	246 146	246 488	247 959	250 259	208 248	- 16,8 %	- 15,4 %
Importations de Produits de l'industrie automobile	9 170	9 376	9 571	9 710	9 749	0,4 %	6,3 %
Nombre d'immatriculations (VP)	2 884	3 002	3 044	3 038	2 802	- 7,8 %	- 2,8 %

Sources : Service des Douanes, Service des Contributions, DTT, ISPF

Var T/T-4 : donnée du trimestre comparée à celle du même trimestre un an plus tôt

Var T/T-1 : donnée du trimestre comparée à celle du trimestre précédent



SOURCES - DÉFINITIONS - MÉTHODE

Chaque trimestre, la publication « Points Conjoncture Te Avei'a » fait la synthèse de la conjoncture locale et internationale, reprenant l'évolution de l'ensemble des indicateurs de conjoncture économique et sociale. Ces indicateurs sont issus des enquêtes de l'ISPF, mais aussi de nombreuses administrations qui collectent des informations chiffrées sur les domaines de leur compétence.

SOURCES ET DÉFINITIONS

Cette publication fait appel à un grand nombre de définitions et de sources qui ont été compilées dans une annexe jointe à la version pdf du document.

POUR EN SAVOIR PLUS

Points conjoncture Emploi :

Emploi salarié du secteur marchand (mensuel).

Points conjoncture Commerce extérieur :

Évolution du commerce extérieur (mensuel).

Points conjoncture Tourisme :

Fréquentation touristique (mensuel)

Fréquentation hôtelière (mensuel)

Fréquentation en hôtellerie familiale (trimestriel)

Tableau de bord tourisme (trimestriel et annuel).

Points conjoncture Prix

Indice des prix à la consommation (mensuel).

Points conjoncture BTP

Indices et index du bâtiment et des travaux publics (mensuel)

Observatoire du BTP (trimestriel).

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF